

PREFECTURE DE L'OISE

Arrêté du 19 août 2004 mettant en demeure la société S.M.T.F. de procéder à l'évacuation des produits inflammables de la cellule 2 et de régulariser la situation administrative des activités exercées sur le site d'Attichy

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU

la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

la loi 2000.321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

l'ordonnance 2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

le code de l'environnement, notamment son livre V, titre I^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

le décret 53.578 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, reprises au livre V, titre I^{er} du code de l'environnement ;

le décret 83.1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

la circulaire ministérielle du 10 mai 1983 relative au cas des établissements nécessitant une régularisation administrative

le rapport en date du 17 août 2004 de l'inspection des installations classées constatant l'exploitation d'une station de transit de déchets industriels sans autorisation, par la société SMTF et le défaut d'information de la DRIRE lors du déversement de vinasse dans l'Aisne ;

l'avis émis le 18 août 2004 par le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie ;

CONSIDERANT

que la société SMTF exploite une activité soumise à autorisation au titre de la législation sur les installations sous la rubrique 167-a -, pour le stockage de big-bags de zinc et de bore ;

que la société SMTF exploite un dépôt de liquides inflammables, classée au titre de la législation sur les installations classées sous la rubrique 1432.2. - activité soumise à déclaration, sans respecter les règles de sécurité nécessaires à l'exploitation d'une telle installation ;

que ces installations sont exploitées sans l'autorisation requise au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et qu'il convient en conséquence, conformément aux dispositions de l'article L514.2 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société SMTF de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier de demande d'autorisation et d'imposer à titre conservatoire les dispositions de nature à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du Code de l'Environnement

qu'il a été constaté le déversement d'environ 90 tonnes de vinasse de betteraves dans l'Aisne provenant d'une cuve de stockage de la société SMTF ;

que ce déversement est à l'origine du décès d'environ une tonne de poissons dans l'Aisne suite au déversement de vinasse dans l'Aisne ;

que la pollution du réseau d'eaux pluviales et du bassin de décantation de la société SMTF a été constatée ;

que les conditions de stockages des produits et déchets sur le site sont très dégradées, et en particulier le stockage est réalisé en l'absence de dispositif de rétention ce qui est de nature à aggraver les conséquences d'un écoulement de produits.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRETE

Article 1^{er}

La société SMTF est mise en demeure :

- soit de supprimer les stockages de déchets présents sur le site, **sous deux semaines**

Dans ce cas, la société SMTF procédera à la déclaration de cessation d'activités, conformément à l'article 34.1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977.

Le mémoire sur l'état du site fourni au Préfet inclura notamment les justificatifs d'élimination des déchets.

- soit de régulariser la situation administrative de la station de transit de déchets industriels

Pour ce faire, la société SMTF déposera, **sous 3 mois**, un dossier de demande d'autorisation, conforme aux articles 2 et 3 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977.

Elle procédera, également, **sous deux semaines**

1- au stockage, au déplacement, à la manipulation ou la mise en œuvre de produits dangereux, polluants ou de déchets, solides ou liquides, sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles et des eaux de ruissellement.

2- A la mise en place d'un registre, régulièrement tenu à jour, contenant à minima les informations suivantes :

- une fiche d'identification du déchet (nature et risques présentés par le déchet, origine, traitement d'élimination prévu)
- un suivi des enlèvements (date et volume de réception, date et volume enlevés, filière d'élimination, copie des bordereaux de suivi).

3- A la clôture efficace et résistante du site, afin d'en interdire l'accès à toute personne étrangère à l'exploitation.

Article 2

La société SMTF est mise en demeure :

- soit de supprimer le stockage de liquides inflammables présents sur le site (cellule 2), **sous deux semaines.**

Dans ce cas, la société SMTF procédera à la déclaration de cessation d'activités, conformément à l'article 34.1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977.

Elle joindra à l'appui de sa déclaration de cessation d'activités les justificatifs d'élimination des produits.

- soit de régulariser la situation administrative

Pour ce faire, la société SMTF déposera, **sous 2 semaines**, un dossier de déclaration, conforme à l'article 25 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977. La zone de stockage retenu sera conforme à l'arrêté-type 253.

Elle procédera, **sous deux semaines**, à la clôture efficace et résistante du site, afin d'en interdire l'accès à toute personne étrangère à l'exploitation.

Article 3

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

La capacité de rétention et son dispositif d'obturation, maintenu fermé, sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des liquides potentiellement contenus.

Cette disposition est applicable, **sous deux semaines**, au stockage de vinasse de betteraves ainsi qu'aux zones de stockage de produits et de déchets.

Un justificatif des volumes de rétention retenu sera adressé à l'inspection des installations classées.

Article 4

Les dispositions du présent arrêté ne présagent pas des mesures complémentaires qui pourraient être imposées à l'exploitant au vu de l'évolution des conséquences entraînées par les non conformités constatées.

Les délais fixés dans le présent arrêté s'entendent à compter de sa date de notification.

Article 5

En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté dans les délais prescrits aux articles précédents, les sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement pourront être appliquées, sans préjudice des sanctions pénales.

La société S.M.T.F. est invitée à présenter à Monsieur le préfet de l'Oise les éventuelles observations écrites qu'appellerait de sa part la présente mise en demeure.

Article 6


Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise le sous-préfet de Compiègne, le maire d'Attichy, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Picardie, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 19 août 2004

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Jean-Régis BORRUS